

POLITIQUE NATIONALE DANS LE DOMAINE DES BIBLIOTHEQUES PUBLIQUES

JUIN 2004 - MAI 2008

L'ensemble des programmes pour les élections nationales de 2004 des 6 partis politiques représentés à la Chambre des Députés (CSV, LSAP, DP, Déi Gréng, ADR & Déi Lénk) affirmaient au travers de différentes mentions une volonté politique pour un développement et une mise en réseau des bibliothèques publiques au Grand-Duché.

L'accord de coalition signé le **29 juillet 2004** prévoit en son chapitre V, point 7 que : "*Pour garantir une meilleure diffusion de la société de la connaissance dans toutes les couches de la population, les communes et les régions ainsi que les lycées seront appelés à mettre en place, en synergie et en coordination avec la Bibliothèque nationale, des bibliothèques grand public dotées des meilleures techniques modernes de la communication.*"

- **18.01.2005** - **Avis du Conseil d'Etat** sur la *proposition de loi N°5172 (01.07.2003) portant organisation d'un réseau de bibliothèques publiques* du député socialiste **Marc ZANUSSI** (†24.06.2004) = copy/paste de la prise de position du Gouvernement du 25.11.2003.

- **14.04.2006** - **Question parlementaire N°1027** du député des Verts **Claude ADAM** concernant les **bibliothèques communales et associatives**.

- 1) Considérant que les bibliothèques communales et associatives ouvertes à tous manquaient et manquent de moyens financiers, quelle est la stratégie future concernant la création d'un réseau professionnel de bibliothèques de lecture publique et une répartition équitable des subventions à ces bibliothèques dans l'ensemble du pays?
- 2) Quel rôle pourra jouer le Fonds Culturel National (Loi du 04.03.1982) dans le subventionnement de bibliothèques de lecture publique, c.-à-d. les bibliothèques communales et associatives accessibles à tous, dans notre pays?
- 3) Quels sont les résultats obtenus par le Conseil National du Livre (CNLi) depuis sa création, un organe créé par Règlement ministériel du 15.01.1998, puis mentionné dans l'article 23 de la Loi du 25.06.2004 portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat?
- 4) Est-il prévu de créer un Conseil national pour la promotion de la lecture ou un Conseil supérieur des bibliothèques, pas seulement limités aux intérêts des producteurs (auteurs et éditeurs), mais parvenant à s'occuper aussi des problèmes des distributeurs (librairies, bibliothèques. etc.) et des consommateurs (lecteurs) de livres?

- **06.11.2006** - **Question parlementaire N°1385** de M. **Claude ADAM** concernant le **paiement des droits d'auteur par les bibliothèques**. [dt.: Bibliothekstantiemen]

- 1) Quand ce règlement grand-ducal entrera-t-il en vigueur?
- 2) Quelles seront les bibliothèques exemptées du paiement des droits d'auteur?
- 3) Les bibliothèques ainsi que les communes se trouvant déjà dans une situation financière difficile, ne serait-il pas envisageable que ces frais supplémentaires soient directement pris en charge par l'Etat?

- 4) Comment les bibliothèques qui manquent de toute façon de personnel pourront-elles prendre en charge le surplus de travail administratif engendré par cette mesure?
- 5) Les publications libres « Open Access », c.-à-d. pour lesquelles les auteurs ont volontairement renoncé à toute entrave de distribution, sont-elles mentionnées dans le règlement grand-ducal?

Réaction du MCESR suite à cette QP

- **08.01.2007** - Règlement grand-ducal du 8 janvier 2007 relatif à la rémunération équitable pour prêt public.

=> Exclusion de toutes les bibliothèques sous tutelle de l'Etat. "**Art. 3.** La rémunération n'est pas due lorsque les prêts sont effectués par un établissement scolaire, universitaire ou de recherche scientifique ou tout autre institution et établissement pratiquant le prêt spécialisé, thématique ou ouvert à un public ciblé dont la liste est établie par un arrêté grand-ducal."

- **25.01.2007** - Arrêté grand-ducal du 15 janvier 2007 désignant les institutions et établissements pratiquant le prêt exempts du paiement de la rémunération équitable pour prêt public.

=> 3 bibliothèques mentionnées sur cette liste posent des problèmes: la bibl. du Ministère de la promotion féminine a déjà brûlée en 1995, la bibl. du Parlement Européen a été transférée à Bruxelles en 2004 et la Bibl. du Centre A. Wiltheim, morte avec son fondateur en 2004, a été intégrée dans la Bibliothèque nationale ... [d'Lëtzt.Land N°5, 02.02.2007, p. 18]

- **03.07.2007** - Dépôt de la *proposition de loi N°5743 portant création d'un Service de bibliothèques publiques* du député chrétien-social **Marco SCHANK**.

- *Aucune réponse de la part du Gouvernement jusqu'aujourd'hui* (12.06.2008).

- **23.10.2007** - Question parlementaire N°2061 de M. **Roger NEGRI** concernant les **bibliothèques de lecture publique**.

- 1) Combien de bibliothèques de lecture publique existent actuellement dans notre pays?
- 2) L'article budgétaire 02.043.000 (participation de l'Etat aux frais de fonctionnement des bibliothèques régionales gérées par les communes) prévoit un budget de 90000 € pour l'année 2008. Quels critères une bibliothèque de lecture publique doit-elle remplir pour être considérée comme «bibliothèque régionale»?
- 3) Quelle est la participation de l'Etat aux frais du personnel des bibliothèques de lecture publique, à la formation de celui-ci, à l'équipement, l'animation et le prêt de documents entre bibliothèques?
- 4) Il existe des conventions entre le Ministère de la Culture et quelques bibliothèques de lecture publique de notre pays. Une convention généralisée pour toutes les bibliothèques de lecture publique a-t-elle été envisagée?
- 5) Le rapport d'activités 2006 du Ministère de la Culture mentionne deux aspects nouveaux : « Un réseau de bibliothèques régionales communales vient d'être créé » (p.4) et « Initiation d'une étude sur les bibliothèques publiques » (p.259). Madame la Secrétaire d'Etat pourrait-elle me fournir des informations complémentaires concernant ces deux projets ? Est-ce que la médiathèque de Mamer figure dans ce réseau ?

- **23.10.2007** - Question parlementaire N°2063 du député socialiste **Roger NEGRI** concernant le **paiement de la rémunération équitable pour prêt public**.

- 1) Sur base de quels critères cette liste reprise dans l'Arrêté cité ci-[15.01.2007] dessus a-t-elle été élaborée?
- 2) Pourquoi le Conservatoire de musique d'Esch-sur-Alzette, figurant pourtant sur la liste annexe de la réponse à la question parlementaire No 1385, n'est-il pas repris sur la liste de l'Arrêté ?
- 3) En Allemagne, l'Etat paye la rémunération équitable pour prêt public de manière généralisée pour toutes les bibliothèques, même les bibliothèques ecclésiastiques. En suivant l'exemple allemand, ne serait-ce pas possible que l'Etat luxembourgeois prenne en charge toutes ces rémunérations et favorise ainsi le prêt gratuit de manière générale?

=> Suite à cette question parlementaire un nouveau arrêté a été publié: *Arrêté grand-ducal du 31 mars 2008 désignant les institutions et établissements, pratiquant le prêt public en tant que mise à disposition pour l'usage, exempts du paiement de la rémunération pour prêt public.* (Memorial B-N°29, 16.04.2008, p. 478-479.

- **20.11.2007 - Question parlementaire N°2114** de la députée socialiste **Claudia DALL'AGNOL** concernant la **promotion des bibliothèques de lecture publique afin de favoriser la lecture chez les enfants et les jeunes.**

- 1) Est-ce que Madame la Secrétaire d'Etat dispose de chiffres informant sur le taux de livres pour enfants comparé à celui de la collection générale de chaque bibliothèque de lecture publique au Grand-Duché?
- 2) Quels sont les moyens de promotion de la lecture auprès des enfants, employés par les bibliothèques de lecture publique et de quelle façon ces actions peuvent-elles être subventionnées par le Ministère de la Culture?
- 3) Combien d'ouvrages de référence, chers, mais indispensables à la société de la connaissance future (processus de Lisbonne), existent dans les bibliothèques de lecture publique, afin d'aider les jeunes lecteurs dans leurs travaux à domicile en dehors des horaires scolaires et des heures d'ouverture des bibliothèques scolaires?
- 4) Combien de documents audio-visuels existent dans les bibliothèques de lecture publique du Grand-Duché afin d'attirer les jeunes, un public plutôt difficile à persuader par des médias de lecture classique?
- 5) Ne serait-il pas judicieux: d'envisager un futur déménagement de la médiathèque de la Bibliothèque nationale, un département créé à l'époque (1992) seulement en raison du manque de documents audiovisuels dans les bibliothèques de lecture publique, mais tout à fait étranger à une bibliothèque nationale, dans les locaux ou les alentours du centre national de l'Audiovisuel (CNA) à Dudelange?

- **13.12.2007 - Question parlementaire N°2173** de la députée socialiste **Claudia DALL'AGNOL** concernant la **carrière du bibliothécaire.**

Il ressort de la classification des fonctions de l'Administration générale que les bibliothécaires, les bibliothécaires-adjoints et les bibliothécaires-documentalistes sont classés respectivement aux grades 8 et 9. Or, selon mes informations, la rémunération diffère selon que le bibliothécaire en tant que tel est employé par une bibliothèque de l'Etat ou une bibliothèque communale.

- 1) Est-ce que Monsieur le Ministre de la Fonction publique peut confirmer cet état des choses pour la carrière du bibliothécaire, classé au grade 9? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent des *écarts* éventuels?
- 2) Est-ce qu'il existe au Ministère de l'Intérieur un relevé du personnel occupé par les bibliothèques communales, renseignant sur le taux de bibliothécaires proprement dits, donc de personnes revêtant ce titre?
- 3) Quelles possibilités existent au Grand-Duché en matière de formation continue dans le domaine de la bibliothéconomie pour la formation des bénévoles dans le nombre croissant des bibliothèques publiques associatives du pays?